

Mesdames et Messieurs les Présidentes et
Présidents de conseil départemental

Mesdames et Messieurs les Payeurs et Payeurs
départementaux

Le Directeur

Paris, le

17 JUIL. 2025

Dossier suivi par :

Benny Andersson BLANCHET

Contact : benny-andersson.blanchet@cnsa.fr (copie : saad@cnsa.fr)

Objet : Contribution au financement de mesures salariales dans les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie en application de l'article 47 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Versement du solde au titre de l'année 2024

P.J. :

Annexe 1 : Tableau des montants définitifs des soldes par département de l'aide mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 au titre de l'année 2024

Copies :

Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France

Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la DGFIP

Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département

Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

I. Rappel du contexte règlementaire et montant définitif du concours

• Réglementation applicable au titre de l'année 2024

L'article 47 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, précisé par le décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié par le décret n° 2022-740 du 28 avril 2022, prévoit l'attribution par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) d'une aide à destination des départements qui financent un dispositif de soutien à destination des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD), consécutivement :

- À la conclusion d'accords collectifs de branche, postérieurement au 1^{er} avril 2021, en matière de revalorisation salariale
- Au versement d'une prime de revalorisation d'un montant correspondant à 49 points d'indice majoré à des agents territoriaux exerçant des missions d'aide à domicile auprès des personnes âgées ou de personnes handicapées. Cette prime de revalorisation a été convertie en complément de traitement indiciaire (CTI), obligatoire et applicable à compter du 1^{er} avril 2022, par la loi de finances rectificative du 16 août 2022 et dont les modalités de mise en œuvre sont précisées par le décret d'application n°2022-1497 du 30 novembre 2022.

- **Montant de la contribution de la CNSA**

L'aide financière de la CNSA ne peut excéder 50 % des coûts supportés par les départements, dans la limite d'un montant global porté à 261 millions d'euros par an. Ce montant est fixé par l'article 80 de la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023.

Pour 2024, après communication par les départements de leurs données, le montant de l'aide financière définitive s'élève à **228,22 M€**, dont **21,84 M€** pour les SAAD relevant de la fonction publique territoriale et **206,38 M€** pour les SAAD privés éligibles.

II. Modalités de calcul des soldes notifiés

- **Mise en place du CTI dans les SAAD de la fonction publique territoriale :**

Le décret n°2022-740 prévoit que le montant de l'aide allouée à chaque département au titre de la mise en place du CTI dans les SAAD de la fonction publique territoriale (FPT) est égal à la somme, par département, du calcul suivant appliqué à chacun des SAAD FPT éligibles au financement :

Nombre d'équivalent temps plein (ETP) d'aide à domicile du service multiplié par le rapport entre le nombre d'heures APA, PCH et aide-ménagère du service et le total des heures réalisées par ce service, puis **multiplié par le montant forfaitaire**.

Pour le calcul du solde 2024, le nombre d'ETP et d'heures prestées en 2024 d'APA, de PCH et d'aide-ménagère déclarées par les départements pour chaque SAAD éligible a été pris en compte.

Le montant forfaitaire annuel, établi par la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS), s'élève à 3 460 €¹ pour l'année 2024 pour les SAAD relevant de la Fonction Publique Territoriale. La compensation de la CNSA est calculée sur la base de 50% de ce montant, ce qui conduit à un montant forfaitaire annuel de **1 730 €**. Cette valeur intègre les revalorisations du point d'indice de la fonction publique intervenues en 2022 et 2023.

Il est à noter que la compensation de la CNSA ne peut excéder 50% des coûts réellement supportés par le département dans le cadre du dispositif.

- **Revalorisations salariales de branche dans le secteur privé :**

Le décret n°2022-740 prévoit que le montant de l'aide allouée en année N à chaque département au titre des revalorisations salariales de branche dans le secteur privé est égal à :

Nombre d'heures d'activité réalisées en année N au titre de l'APA, de la PCH et de l'aide-ménagère par les SAAD concernés, **multiplié par un montant forfaitaire** utilisé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Pour le calcul du solde 2024, le nombre d'heures 2024 d'APA, de PCH et d'aide-ménagère déclarées par les départements pour chaque SAAD éligible a été pris en compte.

¹ Coût superbrut moyen en année pleine 2024.

Le montant forfaitaire utilisé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie est égal à **2,05 €**. Ce montant correspond à 50% du coût moyen horaire des avenants 43 et suivants, diminué des coûts de l'augmentation du SMIC qui ont vocation à être pris en compte dans l'évolution du tarif plancher. Ce coût moyen est estimé à 4,10 €.

La compensation de la CNSA ne peut excéder 50% des coûts effectivement supportés par le département au titre du dispositif.

III. Calcul et versement du solde 2024

Les montants des soldes à verser et des trop-perçus à récupérer, mentionnés en annexe, ont été déterminés en déduisant du montant définitif de l'aide le montant d'acompte notifié par la CNSA dans la notification du 24 mai 2024. L'annexe comporte les éléments de notification pour les départements pour lesquels la CNSA verse un solde. Ce solde peut être positif ou négatif. Dans la mesure où le montant définitif du concours est inférieur à l'acompte versé, le département sera concerné par un trop-perçu. La direction comptable de la CNSA émettra alors un titre de recettes à l'intention des départements concernés par un solde négatif, en vue du remboursement du trop-perçu, après la publication de la notification.

Aucune aide n'est versée aux départements qui ne participent pas à l'un ou l'autre de ces dispositifs de revalorisation salariale. De même, aucune aide n'est versée aux départements n'ayant pas communiqué d'états détaillés et d'attestations au titre de l'année 2024.

Le montant total du solde 2024 à verser aux départements s'élève à **45,64 M€**.

IV. Fin du concours article 47 et financement de la revalorisation salariale des SAD via les nouveaux concours PA et PH

L'article 81 de la loi du financement de la sécurité sociale pour l'année 2025 abroge l'article 47 de la LFSS 2021 et crée deux nouveaux concours qui compensent les dépenses des conseils départementaux relatives à l'APA, la PCH ainsi que celles liées au financement des mesures de revalorisation salariale des services autonomie à domicile (SAD). Par conséquent, cette notification acte la fin du versement du concours article 47 par la CNSA.

V. Délais de recours

Le présent document peut être contesté pendant deux mois à compter de sa date de notification. Le recours éventuel est à adresser au directeur de la CNSA. En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

La direction du financement de l'offre est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.

La présente notification ainsi que le tableau des montants (Annexe n° 1) sont publiés sur le [site internet de la CNSA \(www.cnsa.fr\)](http://www.cnsa.fr) > « Budget et Financement » > « Notification des concours aux départements ». Document consultable en bas de page dans la rubrique « Documents à télécharger ».

Maëlig Le Bayon

Le directeur de la CNSA

Maëlig LE BAYON

Annexe 1 : Tableau des montants définitifs des soldes par département, au titre de l'aide mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022, pour l'année 2024

Départements/Collectivités	Montant définitif des dépenses réellement supportées, déclarées et retenues par la CNSA, au titre de l'année 2024, en application de l'article 1er du décret n°2022-740	Montant définitif versé par la CNSA (SAAD privés et FPT)	Montant des acomptes versés par la CNSA	Montant des soldes à verser et trop perçus à reprendre par la CNSA pour l'exercice 2024.
01 - Ain	4 527 994,90 €	2 263 997,45 €	1 977 392,28 €	286 605,17 €
02 - Aisne	4 468 269,39 €	2 234 134,70 €	1 840 437,78 €	393 696,92 €
03 - Allier	4 065 586,16 €	2 032 791,36 €	1 632 370,14 €	400 421,22 €
04 - Alpes de Haute Provence	1 403 038,75 €	646 459,45 €	554 720,80 €	91 738,65 €
05 - Alpes (Hautes-)	1 464 325,08 €	732 162,54 €	589 225,16 €	142 937,38 €
06 - Alpes-Maritimes	2 605 083,02 €	1 302 541,51 €	965 257,44 €	337 284,07 €
07 - Ardèche	3 572 151,53 €	1 786 075,76 €	1 368 770,24 €	417 305,52 €
08 - Ardennes	2 217 020,50 €	975 772,12 €	813 331,76 €	162 440,36 €
09 - Ariège	1 083 721,49 €	541 860,75 €	513 446,16 €	28 414,59 €
10 - Aube	2 427 421,84 €	1 213 710,92 €	931 695,96 €	282 014,96 €
11 - Aude	3 506 326,22 €	1 753 161,48 €	1 359 429,75 €	393 731,73 €
12 - Aveyron	4 317 074,05 €	2 158 537,02 €	1 731 265,66 €	427 271,37 €
13 - Bouches-du-Rhône	18 918 429,97 €	9 385 419,50 €	7 188 560,89 €	2 196 858,61 €
14 - Calvados	5 848 536,58 €	2 873 460,19 €	2 339 413,95 €	534 046,24 €
15 - Cantal	2 470 492,75 €	1 235 246,38 €	989 968,40 €	245 277,98 €
16 - Charente	4 446 670,53 €	1 719 938,60 €	1 444 184,00 €	275 754,60 €
17 - Charente-Maritime	4 992 070,59 €	2 474 803,54 €	2 243 561,56 €	231 241,98 €
18 - Cher	2 217 144,54 €	1 108 572,27 €	1 043 479,96 €	65 092,31 €
20 - Corse	7 255 658,93 €	3 627 829,47 €	2 902 263,57 €	725 565,89 €
21 - Côte-d'Or	1 323 847,00 €	661 923,50 €	559 977,18 €	101 946,32 €
22 - Côtes-d'Armor	8 952 304,44 €	2 414 655,41 €	1 958 007,54 €	456 647,87 €
23 - Creuse	2 051 825,91 €	1 025 912,95 €	852 800,00 €	173 112,95 €
24 - Dordogne	5 626 930,11 €	2 600 624,63 €	2 035 136,98 €	565 487,65 €
25 - Doubs	3 101 804,70 €	1 550 902,35 €	1 319 287,90 €	231 614,45 €
26 - Drôme	6 236 365,88 €	3 116 804,56 €	2 618 158,53 €	498 646,02 €
27 - Eure	5 155 593,51 €	1 815 397,93 €	1 462 819,98 €	352 577,95 €
28 - Eure-et-Loir	2 664 123,94 €	1 191 649,99 €	934 611,78 €	257 038,20 €
29 - Finistère	6 440 251,63 €	3 196 550,68 €	2 926 930,21 €	269 620,47 €
30 - Gard	6 146 784,66 €	3 073 392,33 €	2 564 236,66 €	509 155,67 €
31 - Haute-Garonne	10 200 548,00 €	5 100 274,00 €	4 077 368,80 €	1 022 905,20 €
32 - Gers	2 426 419,22 €	1 213 209,61 €	1 040 473,82 €	172 735,79 €
33 - Gironde	14 735 859,21 €	7 153 853,86 €	5 830 720,65 €	1 323 133,21 €
34 - Hérault	17 276 883,37 €	8 638 441,68 €	7 056 815,29 €	1 581 626,39 €
35 - Ille-et-Vilaine	12 010 445,70 €	3 607 646,76 €	2 997 947,56 €	609 699,20 €
36 - Indre	2 570 113,70 €	1 168 233,50 €	934 586,80 €	233 646,70 €
37 - Indre-et-Loire	5 729 220,05 €	2 785 474,28 €	2 328 641,60 €	456 832,68 €
38 - Isère	7 265 999,74 €	3 595 617,47 €	3 084 965,50 €	510 651,97 €
39 - Jura	1 610 070,00 €	777 411,25 €	644 028,00 €	133 383,25 €
40 - Landes	4 641 128,80 €	1 988 973,17 €	1 629 083,35 €	359 889,82 €
41 - Loir-et-Cher	2 377 777,36 €	1 188 888,09 €	952 800,27 €	236 087,82 €
42 - Loire	8 948 783,00 €	3 730 907,75 €	2 934 429,04 €	796 478,71 €
43 - Loire (Haute-)	2 648 678,24 €	1 324 339,12 €	1 057 604,40 €	266 734,72 €

Annexe 1 : Tableau des montants définitifs des soldes par département, au titre de l'aide mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022, pour l'année 2024

Départements/Collectivités	Montant définitif des dépenses réellement supportées, déclarées et retenues par la CNSA, au titre de l'année 2024, en application de l'article 1er du décret n°2022-740	Montant définitif versé par la CNSA (SAAD privés et FPT)	Montant des acomptes versés par la CNSA	Montant des soldes à verser et trop perçus à reprendre par la CNSA pour l'exercice 2024.
44 - Loire-Atlantique	6 583 442,27 €	3 291 684,25 €	2 628 442,71 €	663 241,54 €
45 - Loiret	3 569 580,90 €	1 784 790,45 €	1 640 495,28 €	144 295,17 €
46 - Lot	1 757 226,15 €	878 613,08 €	766 292,40 €	112 320,68 €
47 - Lot-et-Garonne	3 119 518,53 €	1 559 759,27 €	1 202 690,40 €	357 068,87 €
48 - Lozère	1 020 662,20 €	510 331,10 €	402 620,00 €	107 711,10 €
49 - Maine-et-Loire	4 072 171,91 €	1 521 127,46 €	1 293 232,54 €	227 894,92 €
50 - Manche	4 406 939,00 €	2 097 647,32 €	1 679 973,24 €	417 674,08 €
51 - Marne	2 977 452,00 €	1 487 858,71 €	1 225 543,84 €	262 314,87 €
52 - Marne (Haute-)	2 063 388,48 €	959 884,19 €	813 670,07 €	146 214,12 €
53 - Mayenne	2 081 437,40 €	810 766,81 €	680 959,06 €	129 807,74 €
54 - Meurthe-et-Moselle	7 602 838,00 €	2 968 947,35 €	2 521 188,40 €	447 758,95 €
55 - Meuse	1 883 623,77 €	941 811,89 €	656 852,57 €	284 959,31 €
56 - Morbihan	7 551 850,78 €	3 085 902,70 €	2 522 117,65 €	563 785,06 €
57 - Moselle	3 324 926,50 €	1 662 463,25 €	1 395 996,00 €	266 467,25 €
58 - Nièvre	2 170 988,69 €	1 085 494,35 €	944 243,61 €	141 250,74 €
59 - Nord	22 916 428,03 €	11 458 175,84 €	8 589 578,80 €	2 868 597,04 €
60 - Oise	3 431 204,43 €	1 715 602,22 €	1 355 474,15 €	360 128,07 €
61 - Orne	2 951 647,01 €	1 475 823,50 €	1 482 560,00 €	-6 736,50 €
62 - Pas-de-Calais	27 378 921,10 €	11 562 351,32 €	8 431 439,00 €	3 130 912,32 €
63-Puy-de-Dôme	2 871 876,96 €	1 435 938,48 €	842 748,64 €	593 189,84 €
64 - Pyrénées Atlantiques	7 350 419,54 €	3 102 570,25 €	2 386 075,15 €	716 495,10 €
65 - Pyrénées (Hautes-)	3 865 573,00 €	1 932 786,50 €	1 554 149,80 €	378 636,70 €
66 - Pyrénées-Orientales	4 575 675,40 €	2 287 837,70 €	1 750 566,00 €	537 271,70 €
67-68 -Collectivité Européenne d'Alsace	7 435 419,75 €	3 322 589,69 €	2 736 392,48 €	586 197,21 €
69 - Rhône	3 228 095,00 €	1 323 518,95 €	1 206 320,04 €	117 198,91 €
69M - Métropole de Lyon	6 368 417,83 €	2 615 266,67 €	2 054 477,92 €	560 788,75 €
70 - Saône (Haute-)	2 029 322,68 €	1 014 661,34 €	807 276,54 €	207 384,80 €
71 - Saône -et-Loire	4 806 037,29 €	2 403 018,64 €	2 085 762,52 €	317 256,12 €
72 - Sarthe	4 726 921,50 €	1 551 193,95 €	1 253 940,72 €	297 253,23 €
73 - Savoie	2 605 537,13 €	1 302 768,56 €	1 010 436,63 €	292 331,94 €
74 - Savoie (Haute-)	4 750 494,50 €	2 319 696,95 €	2 016 859,62 €	302 837,33 €
75 - Paris	6 972 199,11 €	3 479 299,04 €	2 689 040,69 €	790 258,35 €
76 - Seine-Maritime	13 401 885,88 €	6 135 672,77 €	4 821 699,19 €	1 313 973,57 €
77 - Seine et Marne	4 842 741,10 €	2 227 435,17 €	1 966 299,12 €	261 136,05 €
79 - Sèvres (Deux-)	1 433 413,46 €	716 706,73 €	692 414,72 €	24 292,01 €
80 - Somme	5 102 287,19 €	2 378 244,85 €	1 890 196,03 €	488 048,82 €
81 - Tarn	3 972 024,01 €	1 986 012,01 €	1 618 554,00 €	367 458,01 €
82 - Tarn-et-Garonne	3 132 348,14 €	1 566 174,07 €	1 257 846,19 €	308 327,88 €
83 - Var	9 519 126,56 €	4 650 416,90 €	3 526 631,40 €	1 123 785,50 €
84 - Vaucluse	2 535 263,74 €	1 267 631,85 €	993 820,32 €	273 811,53 €
85 - Vendée	4 272 440,86 €	1 897 043,93 €	1 520 093,06 €	376 950,87 €
86 - Vienne	3 859 302,07 €	1 808 067,29 €	1 537 538,19 €	270 529,11 €
87 - Vienne (Haute-)	2 501 934,13 €	1 250 967,07 €	1 034 503,99 €	216 463,07 €

Annexe 1 : Tableau des montants définitifs des soldes par département, au titre de l'aide mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022, pour l'année 2024

Départements/Collectivités	Montant définitif des dépenses réellement supportées, déclarées et retenues par la CNSA, au titre de l'année 2024, en application de l'article 1er du décret n°2022-740	Montant définitif versé par la CNSA (SAAD privés et FPT)	Montant des acomptes versés par la CNSA	Montant des soldes à verser et trop perçus à reprendre par la CNSA pour l'exercice 2024.
88 - Vosges	3 977 163,00 €	1 127 366,75 €	931 520,00 €	195 846,75 €
89 - Yonne	4 369 495,53 €	1 175 564,38 €	974 156,72 €	201 407,66 €
90 - Belfort (Territoire de)	1 533 337,48 €	766 668,74 €	533 380,40 €	233 288,34 €
91 - Essonne	4 897 547,90 €	1 878 346,77 €	1 554 541,49 €	323 805,27 €
93 - Seine-Saint-Denis	5 904 240,94 €	2 928 572,20 €	2 126 458,92 €	802 113,28 €
94 - Val-de-Marne	2 343 796,45 €	1 171 898,22 €	1 029 901,82 €	141 996,41 €
95 - Val-d'Oise	2 132 133,81 €	1 066 066,91 €	973 134,09 €	92 932,82 €
971 - Guadeloupe	4 717 897,10 €	2 317 276,33 €	2 500 384,44 €	-183 108,11 €
972 - Martinique	5 950 834,05 €	2 975 417,03 €	0,00 €	2 975 417,03 €
973 - Guyane	161 694,33 €	80 847,17 €	109 329,40 €	-28 482,24 €
974 - Réunion	10 330 320,00 €	4 879 264,62 €	4 108 161,51 €	771 103,11 €
975 - Saint-Pierre et Miquelon	69 004,00 €	34 502,00 €	24 436,00 €	10 066,00 €
TOTAL	495 359 243,58 €	228 223 905,33 €	182 582 624,74 €	45 641 280,59 €